

EDITORIAL

Le capital terre plombé par l'insécurité



Daniel

Thiéba,

président

du GRAF

C'est ce qu'on pourrait appeler le « paradoxe burkinabé ». Personne ne conteste la place centrale du foncier dans l'économie nationale, car les secteurs qui en dépendent emploient 80% de la population et assurent 40% du produit intérieur brut. Pourtant, tous ceux qui vivent de la terre ou qui la gèrent reconnaissent volontiers l'instabilité chronique qui caractérise ce capital. Pour la population rurale en effet, la terre et les autres ressources naturelles liées ne constituent pas qu'un support de production économique. Elles sont aussi une référence identitaire au plan socioculturel. On comprend d'autant mieux que la terre soit source d'exclusion et de pression. Les tensions liées à l'accès, à la maîtrise, au contrôle et à la mise en valeur des ressources rurales en sont les illustrations les plus médiatisées.

Les réponses du Burkina face à cette situation de tension persistante restent encore faibles. Les limites de la loi portant réorganisation agraire et foncière (RAF)

Lire la suite de l'éditorial, page 3



Intentions et actions



Réseau « décentralisation Burkina »

Hyper actif, le réseau " décentralisation Burkina " alterne, recherches et actions en lien avec son objet. La mise en route effective de la communalisation intégrale au Burkina Faso en 2006 ouvre aux membres du réseau, un espace quasi infini de réflexion, d'études, voire d'appuis à des partenaires qui en font la demande.

GRAF Infos consacre un dossier au bilan des activités du " Réseau " et donne la parole à quelques-uns de ses membres.

A LIRE
ÉGALEMENT

- Les leçons d'une année de réflexion citoyenne sur la décentralisation
- Activités réalisées en 2006-2007
 - Genre mieux perçu, pour une décentralisation de qualité
 - L'économie locale à la loupe

- Points de vue
- Le conseil d'administration du GRAF se penche sur le bilan trimestriel de l'organisation et d'autres nouvelles du GRAF

Les leçons d'une année de réflexion citoyenne sur la décentralisation

Quatre axes de réflexion répartis entre quatre groupes, un calendrier des activités honoré. Le bilan des activités 2006-2007 du réseau réussir la décentralisation était dans l'ensemble positif. Il a réuni le vendredi 23 et samedi 24 février 2007 les membres du réseau dans la salle de conférence de l'eau vive. Espace d'expression de la société civile sur les questions de décentralisation et de développement local, le réseau entend assurer et soutenir un large partage des expériences et des réflexions relatives à la problématique de la décentralisation.

Personnes ressources et organisations membres, presse et sympathisants étaient tous inscrits sur la liste de présence de l'atelier bilan du réseau "décentralisation Burkina". D'avril 2006 à mars 2007, quatre axes de réflexion ont permis au réseau de concrétiser des activités autour des thèmes suivants : cadre territorial de la décentralisation ; décentralisation et gestion des ressources communes ; groupes vulnérables ; économie locale et décentralisation. « Une rencontre bilan est la bienvenue pour marquer un arrêt et évaluer les acquis et les insuffisances de ce programme annuel », reconnaît Pierre Aimé Ouédraogo, l'animateur du Réseau. Il apprécie le bilan. « C'est

un bilan satisfaisant, vu que les membres font des efforts pour que progressent le débat et la réflexion sur la décentralisation malgré les impératifs de calendrier ». En effet, quoique le niveau de mise en œuvre des activités soit sensiblement différent d'un axe à l'autre, le bilan global de l'état d'exécution du plan annuel 2006-2007 est satisfaisant. La mise en œuvre du programme 2007 a su tirer leçon de l'exécution de la phase 1 du Programme. Ce qui a permis au réseau de marquer des avancées significatives relatives à la tenue régulière des rencontres de concertation et de travail ; à l'organisation du membership (nombre, profil et participation) ; à l'organisation d'activités pertinentes au profit des membres et

des partenaires et à la clarification des enjeux et des perspectives pour le Réseau, tant au plan national que sous régional.

Des insuffisances qui appellent à l'action

Le Réseau, dans son organisation et dans son fonctionnement d'avril 2006 à mars 2007 a rencontré des contraintes diverses. L'absence d'un programme cadre de référence pour planifier avec efficacité, guider l'action, faire le suivi et l'évaluation du Réseau était l'entrave principale. L'inexistence d'une stratégie claire et efficace de mobilisation des fonds pour le fonctionnement du réseau et l'appropriation insuffisante des principes, des enjeux et de la démarche du réseautage ont sérieusement ralenti les activités. Autre handicap explicatif de ce bilan mitigé : l'indisponibilité de certains membres. Baba Sawadogo, du ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation est porteur de l'axe cadre territorial et décentralisation. Au sein de son groupe, les concertations tardent à s'organiser. Il se justifie : « les concertations au sein du groupe n'ont pas encore démarré pour deux raisons. D'abord le groupe ne s'est pas clairement constitué. Le porteur de l'axe a été identifié, mais formellement, les membres n'ont pas donné leur avis sur les institutions qui font partie de ce groupe. Cette première étape n'est pas



MM Pierre Ouédraogo et Salam Yaméogo ont animé l'atelier bilan.

Activités réalisées en 2006-2007

Axe 1 : cadre territorial de la décentralisation
- suivi de la mise en place des organes des communes rurales

Axe 2 : décentralisation et gestion des ressources communes

- organisation de plusieurs rencontres internes de travail et de concertation par les membres de l'axe

- organisation, en collaboration avec Helvetas, de l'atelier sur les « rôles et responsabilités des communes rurales dans la mise en œuvre et la gestion des infrastructures rurales », tenu les 20, 21 et 22 décembre 2006 à Fada.

Axe 3 : groupe vulnérable

- mise en œuvre du Programme conjoint sur le suivi évaluation participatif de la décentra-

lisation au Burkina, 2007-2010 (ACFED, GRAF, Réseau MARP) ;

- participation à la formation sur l'outil « Contrôle Citoyen de l'Action Publique » (CCAP), Dakar, décembre 2006 avec l'IED/Afrique ;

- finalisation de l'étude sur l'état des lieux de la décentralisation/genre (1ère étape de la démarche) sur le contrôle citoyen dans les trois sites retenus (Gourcy, Bani, Tenkodogo), mars - avril 2007 ;

- organisation de l'atelier méthodologique pour la mise en œuvre de l'approche CCAP, 26 mars 2007.

Axe 4 : Economie locale et décentralisation

- recherche documentaire sur l'économie locale et la décentralisation.

Activités du secrétariat exécutif :

- élaboration du programme triennal d'activité 2007-2010 ;

- élaboration du programme annuel d'activités 2007-2008 ;

- confection du dépliant du réseau ;

- confection du logo du réseau ;

- actualisation de la base de données des membres ;

- confection du cachet du réseau ;

- organisation d'un atelier national de bilan ;

- facilitation et coordination des différentes rencontres (travail et concertation) ;

- facilitation de la production/diffusion des documents (programme triennal d'activités 2007-2010, plan annuel 2007-2008 ;

- mise à disposition des ressources financières ;

- gestion de l'information (entre les membres du Réseau, entre le Réseau et ses partenaires). ●

encore franchie. Deuxièmement, au niveau du ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, la période 2006-2007 était consacrée à la formation des élus locaux. Il y a donc eu cette indisponibilité et la contrainte de

temps pour pouvoir approcher des personnes ressources afin de susciter leur contribution au sein de l'axe et organiser des rencontres de concertation».

M. Sawadogo n'exclut pas non plus l'hypothèse selon laquelle la problé-

matique de l'axe a été posée de manière inappropriée. Ce qui n'a pas suscité l'intérêt des membres « *Tant qu'on posera le problème de l'axe de manière*

[Lire la suite page 4](#)

Suite éditorial " le capital terre plombé par l'insécurité"

sont vite apparues dans un milieu rural où la gestion coutumière de la terre reste vivace, malgré des changements notables.

En quête de solutions plus appropriées, une politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural est en cours d'élaboration au Burkina. Elle s'inscrit dans une perspective de préservation de la paix sociale, condition favorable à la réalisation d'activités agricoles durables et de sécurisation des investissements en milieu rural.

Le GRAF, en tant qu'institution de la société civile, entend faire entendre sa voix. Notre organisation défend une position basée sur trois piliers majeurs susceptibles d'assurer la sécurisation foncière de tous les exploitants de la terre dans un contexte apaisé et dans la perspective d'un développement durable. Il s'agit de

l'équité, de la légalité et de la légitimité. Il nous apparaît essentiel d'assurer la sécurisation foncière des exploitants familiaux et celle des agrobusiness men par exemple.

Le GRAF inscrit le fondement de son idéal dans un processus de transformation sociale et dans une perspective de promotion matérielle, culturelle, morale et éthique des individus, des familles et des collectivités rurales. Les intérêts collectifs et individuels acquis doivent être préservés lorsqu'ils n'entravent pas l'intérêt du plus grand nombre.

Conformément à cette vision foncièrement pro-rurale, la position du GRAF vis-à-vis de la politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural (PNSFMR), débattue les 29, 30 et 31 mai 2007, reste la participation indépendante au débat. Ce qui signifie défendre les intérêts du

monde rural avec des arguments éprouvés par des études de terrain.

Nous avons choisi de travailler de concert avec les organisations paysannes et d'autres acteurs non étatiques pour apprécier la politique, qui sera finalement définie et la loi qui en sera issue. En participant activement aux débats et en définissant une position indépendante vis-à-vis des orientations qui seront retenues, nous continuerons à affiner les stratégies et les modalités de mise en œuvre par le travail de réflexion interne au sein de nos groupes de travail. Le GRAF est prêt aussi à oeuvrer en faveur d'un suivi indépendant de la mise en œuvre de cette politique en assumant un rôle de veille et d'alerte tout en essayant de tester à sa mesure et dans la limite de ses moyens les orientations de la PNSFMR à travers des projets pilotes. ●

GRUPE DE RÉFLEXION. AXE 3 : " GROUPES VULNÉRABLES ET DÉCENTRALISATION "

Genre mieux perçu, pour une décentralisation de qualité

Intégrer la dimension genre dans les activités du secrétariat exécutif et dans celle des autres axes du réseau et améliorer le membership féminin : voilà en substance les objectifs que les membres de l'axe "groupes vulnérables et décentralisation" se sont fixés pour les années à venir.



Appelés à proposer des activités pour les trois prochaines années, les membres de l'axe "groupes vulnérables et décentralisation" ont

conformément au contenu de leur axe, proposé des activités liées à la valorisation du genre. Ce sont spécifiquement des activités visant l'institu-

tionnalisation du genre dans le réseau. Pour ce faire, ils doivent entreprendre de nombreuses actions. Il est ainsi prévu de former les membres du réseau en genre et décentralisation, d'intégrer le genre dans tous les axes de travail du réseau, d'intégrer et d'opérationnaliser le genre dans les activités du secrétariat exécutif. Comme résultat attendu, au bout de 3 ans, 90% des membres du réseau sont genres sensibles et tous les axes du réseau ont intégré le genre dans leurs activités. L'engagement a été pris aussi d'informer périodiquement les différents acteurs sur les questions de genre et décentralisation, avec comme action principale, l'organisation de deux rencontres thématiques sur les questions genre et décentralisation. Dans ce programme triennal, le groupe en réflexion a pioché des activités à réaliser pour l'année 2007-2008. Les activités phares de ce programme annuel sont notamment la réalisation d'un état des lieux sur le genre et l'état alimentaire au Burkina. En outre, les membres du réseau seront formés en genre et développement d'ici la fin de l'année. Des rencontres trimestrielles seront organisées pour permettre au groupe de mieux coordonner les activités. ACFED qui est porteur de cet axe est chargé de programmer et d'animer le groupe afin qu'il honore ce programme d'activités. ●

Suite de l'article sur le bilan de la décentralisation

floue, celui-ci ne peut pas susciter de l'intérêt et de la participation ».

Engagé à relever de nouveaux défis

Malgré les embûches du chemin, le Réseau veut faire avancer la réflexion sur le développement local. Tenant compte des ambitions affichées mais aussi du contexte actuel de la décentralisation intégrale, le Réseau "

Décentralisation Burkina " se doit ainsi d'œuvrer efficacement et de façon diligente. Ses membres se sont engagés à clarifier et distinguer la part des activités du réseau et celles des structures partenaires ; à accroître le volume budgétaire pour l'exécution des programmes annuels ; à renforcer les opportunités et possibilités réelles d'appuis divers aux membres pour une meilleure participation et une contribution plus pertinente.

Le Réseau Décentralisation Burkina a contribué depuis sa création à la clarification des enjeux et à la définition de pistes de réflexion sur le processus de décentralisation en cours dans le pays. Après avoir tiré les leçons d'une année de réflexion, il s'engage au renforcement de ses acquis. Cela s'accompagnera de nouvelles ambitions et de nouveaux défis. ●



Le GRAF change d'adresse email.
Nous écrire à graf@fasonet.bf

GRUPE DE RÉFLEXION AXE 4 : ECONOMIE LOCALE
ET DÉCENTRALISATION

L'économie locale à la loupe

Contenu encore imprécis, méthodologie de réflexion inexistante. Avec ces handicaps, le groupe en réflexion sur l'économie locale et la décentralisation a enregistré des difficultés de fonctionnement depuis l'atelier d'avril 2006. Il propose, pour les années à venir, de revoir les ambitions de l'axe pour lui donner plus de pertinence.



Actifs pour donner plus de vie à la réflexion sur l'économie locale et décentralisée.

Ayant enregistré des difficultés de fonctionnement, courant 2006-2007, le groupe de réflexion sur l'axe 4 a d'abord proposé des alternatives pour redynamiser la réflexion autour de l'économie locale et la décentralisation. Bien identifier les membres du groupe, savoir qui est porteur de l'axe et quel est son rôle, et bien séparer les activités du porteur de celles du réseau sont les conditions pour faire revivre la réflexion dans ce groupe. Ces grands principes énoncés, les membres du groupe ont pris l'engagement de bien conduire les activités pour les années à venir.

Dans la réflexion, ils ont défini pour 2007-2010, trois grandes actions prioritaires. La capitalisation du processus économe de la communalisation intégrale et les expériences d'ap-

pui à la communalisation intégrale ; Le suivi de l'élaboration des schémas d'aménagement et le plaidoyer à travers l'organisation de rencontres et conférences publiques, autour de thématiques sur l'économie locale.

Des engagements à tenir

Au cours de l'année 2007-2008, une partie de ces activités sera exécutée. Le processus de suivi de l'élaboration des schémas d'aménagement régionaux sera lancé cette année. La production et la diffusion de documents des activités du Réseau permettront de démarrer le plaidoyer. ●



Le GRAF change d'adresse
email. Nous écrire à :
graf@fasonet.bf

POINTS
DE VUE ...

**Marie-Denise Sinaré, membre
de la coordination des associa-
tions de femmes du Burkina**



“**J**e représente la Coordination des Associations des Femmes du Burkina (COAFEB). Je viens assister aux travaux du Réseau pour me documenter. C'est pour moi tout l'intérêt de l'existence de ce Réseau et l'organisation de cet atelier. L'atelier est très bénéfique en ce sens que c'est un lieu du “ donner et du recevoir ”. Moi par exemple, j'ai appris beaucoup sur le processus de décentralisation au Burkina, notamment la force de participation qui est offerte aux populations rurales à travers elle.

En retour, je crois que mes réflexions sur la place du genre dans ce processus ont contribué aussi à enrichir les débats. De tels ateliers nous ouvrent l'esprit pour participer aux débats sur certains enjeux nationaux non seulement dans nos propres services et associations, mais aussi sur le terrain de la sensibilisation dans les villages. C'est là le double intérêt d'y participer. ●

Segda Zénabou, chargée de programmes formation et communication du réseau MARP



“ J’ai beaucoup apprécié les travaux de l’atelier. Ils m’ont permis d’apprendre et d’approfondir mes connaissances sur la décentralisation dans son étroite relation avec le genre, l’économie locale, le cadre territorial et les ressources communes. J’ai personnellement travaillé sur l’axe “ groupes vulnérables et décentralisation ”. C’était l’occasion pour moi d’exhorter les membres du réseau “ décentralisation Burkina ” à renforcer l’aspect genre dans leurs activités. Au sein de ma structure, j’ai été formée et je suis moi-même formatrice en genre. Donc je me suis bien retrouvée dans mon axe de travail et je pense que je pourrai apporter au Réseau beaucoup de mes connaissances et expériences. Je repars satisfaite. ●

Michel Kaboré, personne ressource



“ Il est toujours intéressant de se retrouver, de partager les idées et les expériences. Comme vous l’avez remarqué, on a proposé et planifié des activités l’année dernière ; aujourd’hui avec le bilan qu’on fait, on arrive à améliorer la planification et on a beaucoup plus de connaissances, beaucoup plus d’é-

léments pour mieux apprécier les faiblesses de concertations dans les groupes “ cadre territorial ” et “ économie locale ” qui sont des axes qui se recoupent. Je pense que ces genres de rencontres sont formidables, parce qu’elles permettent aux participants d’échanger, d’apprendre et de se compléter pour mener à bien les activités du Réseau. En échangeant avec les participants, j’ai appris qu’un nouveau programme sera mis en œuvre dans le cadre du contrôle de l’action publique (CCAP). Cela est très intéressant à mon sens, vu les difficultés au Burkina en matière de contrôle public. Lorsque vous parlez de contrôle de l’action publique, on vous prend pour un policier, alors que cela participe de la décentralisation et de la démocratie des peuples. Le réseau “ décentralisation Burkina ” contribue à l’ancrage de la démocratie dans notre pays. ●

VIE DU GRAF

Le conseil d'administration du GRAF se penche sur le bilan trimestriel de l'organisation

Le conseil d’administration du GRAF s’est réuni en séance ordinaire le samedi 12 mai 2007 au siège de l’organisation. Ordre du jour. Bilan de l’exécution des activités du trimestre février-avril 2007, projection pour le trimestre mai-juillet 2007 et point sur la participation du GRAF à la revue CSLP du 6 avril 2007. Examiné à partir des 5 axes d’intervention du GRAF, le bilan s’est révélé satisfaisant. Des activités telles que l’analyse des résultats et la production des rapports intermédiaires sur les périmètres aménagés, l’appui à la mise en œuvre de la stratégie interne de communication et d’information sur la politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural, la réalisation, doublage et diffusion d’émissions radio sur les résultats des réflexions sur le foncier sont autant d’activités phares qui ont permis à l’organisation d’assurer une brillante participation à la revue du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté du 06 avril 2007. Pour le conseil d’administration, les réactions et échos qui ont fait suite à la participation du GRAF à cette revue sont la preuve que l’organisation a toutes les raisons de poursuivre et de renforcer son option de suivi et d’évaluation critique de la mise en œuvre des actions publiques de développement. Aussi, le conseil a-t-il formulé des instructions et proposé des axes de réflexion pour la consolidation de son statut d’organisation de la société civile indépendante et crédible. ●

DEUXIÈME PHASE DU PROGRAMME DE SUIVI DES INDICATEURS SUR LE FONCIER

Des chiffres tangibles pour éclairer les prises de décision sur le foncier

En agriculture pluviale ou sur les périmètres aménagés, plus de la moitié des cultivateurs ne sont pas satisfaits de la qualité des terres et de leur attribution. C'est en substance les résultats que la deuxième phase du programme de suivi des indicateurs du foncier a livré aux membres du GRAF. Des chiffres qui mettent à nu les faiblesses de la politique foncière au Burkina et appellent à l'action.

La deuxième phase du programme de suivi des indicateurs du foncier a livré ses résultats préliminaires, le vendredi 23 février 2007. Après 4 mois de collecte dans plus de cinquante villages du Burkina, les résultats provisoires sont assez révélateurs de la réalité foncière au Burkina.

En agriculture pluviale, le pourcentage de satisfaction des populations par rapport à la superficie et à la qualité de la terre, à la gestion des conflits et aux accords de prêt sont en dessous de 50%, preuve du

sentiment d'insécurité dans laquelle les agriculteurs travaillent. Pour ce qui est de l'agriculture sur les périmètres aménagés, 38,6% des enquêtés sont satisfaits de la qualité des aménagements. Seulement 26% sont satisfaits de leur attribution. Sur les enquêtes et les résultats qu'elles révèlent, le président du GRAF



Assane Bokoum

se prononce : « des efforts ont été faits pour que les résultats soient le plus précis possible. Le contrôle de la collecte réalisée par les enquêteurs était très rigoureux. Chaque fois que les données étaient douteuses, elles ont été annulées et recommencées. Sans affirmer que le travail était parfait, on peut dire que les conditions les meilleures ont été réunies pour que les résultats ne soient pas loin de la réalité ».

Contexte alarmant

A Koubri, dans le périmètre de Wedbila, l'eau est très insuffisante. Défectuosité de la digue, éboulements, canaux bouchés voire fissurés, causent d'incessantes fuites d'eau. Le barrage de Soubèganatenga dans le Sanemtenga est assez grand et son réservoir très volumineux. Mais, des fuites d'eau due à une dégradation des canaux vident la réserve d'eau et assèchent le réservoir. Ce contexte de défectuosité des aménagements agricoles a conduit le comité de pilotage du programme de suivi des indicateurs du foncier à orienter la deuxième phase du programme vers la recherche de données chiffrées sur l'état des aménagements agricoles au Burkina. Pour M. Assane Bokoum, président du comité de pilotage du programme " indicateurs du foncier ", le travail de ce comité est de pouvoir suivre les différents problèmes que rencontrent les producteurs et les exploitants par rapport à la question foncière et à l'agriculture, en vue de formuler un argumentaire pour influencer les politiques.



Agir, tirer les leçons et améliorer les pratiques : partage d'expériences des membres du comité de pilotage du programme " indicateurs du foncier ".

Lire la suite de l'article, p. 8

Le Projet de renforcement de l'interface Etat-secteur privé-société civile (PARECAP) s'engage pour un partenariat avec les réseaux d'organisations de la société civile

Un partenariat entre le PARECAP et les réseaux d'organisations de la société civile est envisageable. En visite au GRAF le 4 juin 2007, le coordonnateur et l'expert en communication du PARECAP se sont beaucoup intéressés aux réseaux qui ont participé à la revue du CSPL le 6 avril 2007 au nom de la société civile, et surtout aux stratégies développées par ces réseaux en vue d'une participation active et réussie à cette revue. Cette forme d'organisation en réseau a été bien appréciée par le coordonnateur du PARECAP qui a visiblement manifesté sa volonté d'accompagner les réflexions relatives à la construction d'un cadre unitaire de concertation des organisations de la société civile. Pour ce faire, des informations ont été données au coordonnateur sur la démarche actuelle des organisations assistées par le Groupe de Recherche, de Formation et de Conseils (GREFCO) en vue de la construction de ce cadre unitaire de concertation. Vu la dynamique actuelle et la motivation qui animent ces organisations, le coordonnateur du PARECAP a soutenu qu'il serait prêt à

accompagner dans un premier temps les réflexions en cours pour la mise en place du cadre unitaire de concertation des organisations de la société civile, et ensuite, contribuer au renforcement des actions des réseaux thématiques. ●

PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À LA REVUE DU CADRE STRATÉGIQUE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ (CSLP) 2007

À la recherche de plus d'efficacité

Réunies le jeudi 10 mai 2007 au GRAF, 9 organisations de la société civile ont dressé le bilan de leur participation à la revue du CSLP. Tout en saluant la brillante participation des organisations de la société civile, elles ont reconnu que de nombreux défis restaient à relever. Il s'agit de l'insuffisante appropriation de la grille d'évaluation par l'ensemble des structures, qui a limité la cohérence de leurs exposés. Cette grille constitue en effet un cadre méthodologique de référence pour permettre à chacun des groupes de construire et de présenter les résultats de sa contribution de façon cohérente et performante. Elles ont en outre souligné la difficulté d'accès aux rapports des techniciens du gouvernement et la gestion de l'information relativement non maîtrisée

en raison des envois souvent tardifs des messages. Face à ces handicaps, des solutions ont été préconisées, notamment l'urgence d'engager des échanges avec le gouvernement sur la question de la participation de la société civile au processus de revue annuelle du CSLP. Pour mieux consolider les acquis et la crédibilité de la dynamique en cours et renforcer la qualité de la contribution de la société civile, les organisations souhaitent privilégier le travail en réseau. Enfin, la contribution de la société civile à la revue du CSLP devra prendre en compte et mettre en évidence la double dimension « contribution à la lutte contre la pauvreté » et « contribution à la bonne gouvernance ». Cela permettra d'abord, de chiffrer les réalisations des organisations au plan national à travers la mise en oeuvre et/ou le financement d'activités spécifiques de développement sur le terrain, et ensuite d'analyser la mise en oeuvre des actions publiques de développement.

Tous ont convenu que les résultats de cette rencontre devraient faire l'objet d'un large partage au sein des organisations de la société civile dans leur diversité. ●

Suite de l'article "des chiffres tangibles pour éclairer les prises de décisions sur le foncier"

« Cela, parce que nous avons remarqué que les questions des aménagements agricoles sont peu prises en compte au niveau de nos politiques notamment dans le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté », affirme-t-il.

Susciter la réflexion

Les chiffres révélés par l'enquête sur les indicateurs du foncier sont une photographie de la situation foncière. Ils permettent dans un premier temps, d'attirer et d'alerter les consciences sur la situation peu reluisante du foncier au Burkina. Mais, selon Pierre Aimé Ouédraogo, secrétaire

exécutif du GRAF, le programme des indicateurs ne va pas s'arrêter à cette simple photographie de l'état des lieux. « Nous allons poursuivre la réflexion pour à terme, proposer des mesures et recommandations qui, de notre point de vue pourraient améliorer la situation de l'exploitant sur les péri-mètres et contribuer aussi à la durabilité des infrastructures et des péri-mètres », dit-il. Cette ambition affichée du GRAF vise à faire de la sécurisation foncière un élément de politique nationale pour stimuler l'investissement agricole, assurer la sécurité alimentaire et créer les conditions d'une paix sociale durable. ●



Bulletin de liaison du Groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier
Tél. 50 34 14 57
E-mail: graf@fasonet.bf

Directeur de publication
Dr Daniel Thiéba

Coordonnateur de la publication
Souleymane Ouattara

Rédaction
Valérie Koutou et les membres du GRAF

Maquette, photos & impression
Jade Productions

Ce numéro a été tiré à 800 exemplaires. Il en existe une version électronique et téléchargeable sur le site du GRAF.

<http://graf.zcp.bf>